

Brochure n° 3034

**Convention collective nationale**

IDCC : 1090. – **SERVICES DE L'AUTOMOBILE**

**(Commerce et réparation de l'automobile,  
du cycle et du motocycle  
Activités connexes**

**Contrôle technique automobile  
Formation des conducteurs)**

**(22<sup>e</sup> édition. – Juillet 2003)**

---

**ACCORD DU 14 DÉCEMBRE 2004**

**RELATIF À L'ENTRETIEN PROFESSIONNEL**

**NOR : ASET0550228M**

**IDCC : 1090**

---

Les organisations soussignées,

Vu l'accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 relatif à l'accès des salariés à la formation tout au long de la vie professionnelle ;

Vu l'avenant n° 35 à la convention collective du 6 décembre 2002 relatif aux qualifications et aux classifications professionnelles ;

Considérant l'intérêt pour le salarié d'être acteur de sa vie professionnelle et de promouvoir son employabilité ou le développement de ses compétences ;

Considérant également l'intérêt de favoriser le dialogue au sein des entreprises pour une meilleure gestion prévisionnelle des emplois et des compétences,

conviennent ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les salariés bénéficient, dans les conditions visés à l'article 1-23 *ter* (c) de la convention collective, d'un entretien ayant pour finalité de leur permettre d'élaborer un projet professionnel à partir de leurs souhaits et de leurs aptitudes et en fonction des perspectives d'évolution de l'entreprise.

## **Article 2**

L'entretien professionnel a lieu à l'initiative du salarié, de l'employeur ou de son représentant.

## **Article 3**

Au cours de cet entretien professionnel, les points suivants sont notamment abordés :

- les moyens d'accès à l'information sur les dispositifs relatifs à l'orientation et à la formation ;
- l'identification des objectifs permettant au salarié d'adapter ses connaissances professionnelles à l'évolution de son emploi ou de développer ses compétences ou de renforcer sa qualification ;
- l'identification du ou des dispositifs de formation auxquels il pourrait être fait appel en fonction des objectifs envisagés ;
- les initiatives à prendre par le salarié pour l'utilisation de son droit individuel à la formation ;
- les conditions de réalisation des formations envisagées ;
- les étapes possibles d'un projet professionnel.

## **Article 4**

Un accord d'entreprise ou d'établissement peut, le cas échéant, aménager les dispositions ci-dessus, notamment pour la préparation et la mise en œuvre des entretiens, pour prévoir la possibilité d'une assistance technique extérieure des parties, pour régler dans ce cas les modalités du choix d'un commun accord de l'intervenant ou encore pour formaliser les conclusions des entretiens.

## **Article 5**

Il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue du dépôt et de l'extension du présent accord, conformément aux articles L. 132-10 et L. 133-8 du code du travail.

Le présent accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suivra celui au cours duquel aura été publié au *Journal officiel* l'arrêté d'extension qui le concerne.

Fait à Suresnes, le 14 décembre 2004.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

FNA ;  
UNIDEC ;  
FNCRM ;  
GNESA ;  
CNPA ;  
SNCTA ;  
Les professionnels du pneu ;  
FFC.

**Syndicats de salariés :**

CSNVA ;  
Métallurgie CFE-CGC ;  
FO métaux ;  
CFTC ;  
CFDT.